



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Environnement - AMETYST - Délégation de service public (DSP) - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Ametyst portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- une présentation et un examen du RPQS, intégrant les principaux éléments du Rapport Annuel du Délégataire en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Renaud CALVAT, en date du 26 mai 2021 ;
- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 28 juillet 2021 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 11 octobre 2021 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 29 octobre 2021.

Il est désormais proposé au Conseil de Métropole de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation de service public a pris effet à la date du 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 10 ans. La Métropole a confié à la société AMETYST l'exploitation de l'unité, à charge pour elle d'y réaliser, à ses frais et risques, et sous sa maîtrise d'ouvrage, les équipements complémentaires permettant d'améliorer les performances de l'unité. L'année 2020 est la sixième année d'exploitation par la société AMETYST de l'usine de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés et des biodéchets, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

Le délégataire est la société dédiée NOVERGIE, filiale détenue à 100 % par le Groupe Suez Environnement. Le nouveau président Stéphane BARTHE, remplaçant Mr ROGARI, a été nommé en 2020. Les capitaux propres de la société se situent à hauteur de 2 504 K€ au 31 décembre 2020.

Un avenant n°1 a été conclu le 19 avril 2018. Cet avenant prévoyait de réviser le contrat par avenant avant la fin du premier semestre 2019 afin d'intégrer la problématique de fermeture de l'ISDND de Castries en 2019, avec une solution de traitement pour les 42 000 tonnes par an de refus et les modalités d'intégration des variations de la TGAP dans la redevance refus sur la durée du contrat.

L'avenant n°2, signé le 27 juin 2019, intègre la modification de la rémunération du transport des déchets, suite à la fermeture de l'ISDnD de Castries et à la fin du contrat de traitement de ses refus sur l'UVE de Lunel-Viel. En conséquence, la redevance de traitement « Refus », destinée à rémunérer AMETYST pour le transport et le traitement des refus imputables à Montpellier Méditerranée Métropole est supprimée. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à assumer intégralement le transport et le traitement des refus qui lui incombent, sans y recourir au travers de l'exploitation de l'unité AMETYST.

L'année 2020 n'a pas été marquée par un événement majeur relatif à la vie du contrat.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

La société AMETYST assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par valorisation énergétique (méthanisation et cogénération thermique et électrique par combustion du biogaz) et valorisation organique.

La société assure également la gestion des sous-produits à savoir la valorisation des composts, métaux ferreux et non ferreux, CSR et autres.

Après traitement, le biogaz issu de la digestion des déchets ménagers fermentescibles est valorisé dans des groupes de cogénération :

- en électricité réinjectée sur le réseau ;
- en chaleur utilisée dans l'enceinte de l'unité pour les besoins du process ;
- en chaleur utilisée par la SERM pour le réseau collectif de chaleur et de froid de la ZAC des Grisettes et de la Clinique Saint Roch.

La matière organique résiduelle issue du tamisage fin est mise en maturation pour produire du compost encore actuellement valorisable en agriculture dans l'attente de nouvelles évolutions réglementaires ou en aménagement paysager. La fraction organique grossière est stabilisée avant d'être acheminée en installation de stockage de déchets non dangereux.

Ametyst a assuré des missions de conception, réalisation et financement de travaux permettant de réduire le taux de refus par la valorisation de sous-produits, la valorisation de compost et l'amélioration du traitement des biodéchets, ainsi que la conception et la réalisation d'une station de prétraitement pour les effluents liquides excédentaires du site.

AMETYST a traité 125 109 T en 2020 contre 124 952 T en 2019 pour une capacité totale de l'usine de 140 000 T, soit une hausse de 0,1 % par rapport à 2019. Concernant les biodéchets, AMETYST a traité 1 753 T en 2020 contre 1 682 T en 2019 soit 71 T de plus qu'en 2019 (4 %), mais moins que le tonnage inscrit au budget contractuel prévisionnel.

Les déchets tiers, issus des collectes hors usagers de la Métropole, complètent les tonnages admis sur l'usine. Ainsi, en 2020, ce sont 6 321 tonnes traitées sur AMETYST, en baisse par rapport à 2019 (-57 %), en raison, cette année-là, de la réception de tonnages complémentaires liées au test de traitement de la fraction organique en provenance de l'unité NEOVAL (située à Salindres dans le Gard).

Au total, en 2020, AMETYST a traité 133 184 T de déchets soit une baisse de -6 % par rapport à 2019.

La mise en service de l'ultracriblage début 2016 a répondu à l'objectif d'accroître significativement la production de compost, qui a atteint 33 197 T en 2020 stable par rapport à 2019.

La valorisation du métal non ferreux diminue avec 811 T extraites en 2020. Il en est de même des métaux ferreux dont la valorisation atteint 1 361 T.

Le biogaz issu de la digestion des déchets ménagers est valorisé en énergie dans des groupes de cogénération:

- en électricité réinjectée sur le réseau, soit 19,7 millions de Kwh en 2020
- en chaleur utilisée dans l'enceinte de l'unité pour les besoins du process, soit 3 459 Kwh en 2020
- en chaleur utilisée par la SERM pour le réseau collectif de chaleur et de froid de la ZAC des Grisettes, soit 11 180 Kwh en 2020. La ZAC a obtenu le label Ecoquartier notamment grâce à son alimentation en énergie verte.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

Au niveau des effectifs, la société compte 51 ETP au 31 décembre 2020.

Concernant l'unité de méthanisation, le remplacement des convoyeurs entre tri primaire et BRS a été différé en 2021 compte tenu de l'absence de vétusté avérée sur 2020.

La refonte du réseau de valorisation du biogaz a permis d'en faciliter sa maintenance et sa surveillance, celui-ci étant désormais positionné en toiture, et accessible par une passerelle de circulation. Complémentairement, il s'est avéré opportun de procéder à l'installation de nouvelles torchères à haut rendement plutôt qu'au déplacement des équipements existants, permettant par ailleurs d'accroître le niveau de sécurité de l'installation.

La performance des flux matière s'est considérablement améliorée, en particulier, le taux de production de compost contractuel fixé à 18 % est dépassé (21 %). La rareté des exutoires pour les CSR ne permet pas de les valoriser dans des filières spécifiques, ce qui explique en bonne partie le taux de refus par rapport aux déchets entrants encore supérieur : 62 % au lieu de 52 %.

C/ La qualité du service public

En matière de sécurité incendie, les travaux engagés sur les recommandations des experts prévention de l'assureur permettent d'assurer une protection optimale des installations.

Les eaux usées industrielles brutes sont partiellement reprises dans le process. Leur surplus est envoyé vers le pré-traitement de la STEP interne. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Le choix de créer sur site une installation de pré-traitement des effluents a ainsi permis une amélioration significative de la qualité des effluents liquides rejetés dans le réseau d'assainissement.

En matière de traitement de l'air, les travaux du dispositif de captation et de traitement de l'air en sortie des BRS pour achever de traiter les nuisances ressenties ont été mis en service fin 2016.

Les biofiltres 1 et 2 présentent toujours un excellent rendement épuratoire. Les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive de cet émissaire n'est pas signalée par les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi. En 2020, ces rencontres ont été significativement perturbées par la crise sanitaire. Ainsi, 3 réunions ont été tenues en présentiel et une par visio-conférence.

Dans le cadre de l'évaluation du système de management environnemental et sociétal, AMETYST est certifié ISO 9001 (management de la qualité), ISO 140001 (management environnemental), ISO 26000 (responsabilité sociétale), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et ISO 50001 (management performance énergétique).

D) La grille tarifaire

Les deux avenants permettent d'intégrer les évolutions relatives au nouveau tarif de l'électricité produite à partir du biogaz issu de la méthanisation, ainsi que des prestations nouvelles ou conditions d'exécution des prestations confiées au délégataire suite à la mise en place du dispositif de traitement d'air installé par la collectivité.

L'avenant 1 permet de prendre en compte la révision tarifaire du rachat de l'électricité issu de la méthanisation faisant l'objet d'un avenant conclu entre la société AMETYST et EDF, dans le calcul des redevances versées pour le traitement des ordures ménagères résiduelles (R OMR) et des biodéchets (R BIO).

En conséquence, les prix de traitement des déchets de la Métropole en valeur initiale septembre 2014 ont été modifiés comme suit :

- ordures ménagères résiduelles - P OMR : 82,50 € H.T remplacé par 78,46 € H.T ;
- biodéchets - P BIO : 40,00 € H.T remplacé par 28,41 € H.T.

L'avenant 2 entérine la modification du process lié au dispositif du traitement d'air en amont du biofiltre 3. Les redevances de traitement s'établissent alors à :

- POMR = 80,21 € HT/tonne d'OMR réceptionnée sur le site ;
- PBIO = 30,36 € HT/tonne de biodéchets réceptionnée sur le site.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le résultat de l'exercice 2020 est bénéficiaire de 1 229 K€ (contre -189 K€ en 2019), toutefois très en deçà du budget prévisionnel (2 866 K€ soit -1 637 K€). Cet écart s'explique principalement par le fait que les apports tiers, dont la zone de chalandise est définie par arrêté préfectoral, restent limités, mais aussi par les recettes de valorisation, notamment des métaux, inférieures au prévisionnel.

Le chiffre d'affaires s'élève à 17 708 K€ contre 18 150 K€ en 2019 et diminue de -441 K€ (-2%) notamment du fait des déchets tiers (biodéchets) en baisse de -545 K€.

Les recettes de traitement des déchets de la Métropole de Montpellier à hauteur de 13,1 M€ progressent de 703 K€ (soit +6% par rapport à 2019), avec une progression des déchets OMR de 80 K€.

Les recettes issues de la participation de la métropole relative à la redevance transport suite à la fermeture de

l'installation de stockage de Castries s'élèvent à 2 M€.

Les recettes de valorisation énergétique diminuent de -389 K€ (-10% par rapport à 2019) notamment du fait d'une perte de production due aux arrêts pour travaux sur le réseau biogaz.

Aucun intéressement lié à la performance énergétique n'a été reversé. Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux diminuent également de -96 K€, du fait de l'effondrement des tarifs de reprises des matières à recycler. Les recettes issues du compost diminuent de -73 K€, et s'élèvent à 19 K€ en 2020.

Concernant les charges d'exploitation, les charges fixes sont stables à 7 830 K€ en 2020 contre 7 892 K€ en 2019.

La hausse de la masse salariale en 2020 est plus modérée que les années précédentes (+2,5%) contre 6% pour 2019, passant de 3 502 K€ à 3 592 K€ en 2020. Le coût intérim passe de 288 K€ en 2019 à 435 K€ en 2020 en raison des remplacements et renforts nécessaires liés à la crise sanitaire de COVID19.

Les charges variables, constituées des achats d'énergie (1 367 M€), des consommations de charbon actif et structurant (490 K€) et des frais de sous-traitance liée au traitement externe des déchets, s'élèvent à 6,15 M€.

Les achats d'eau, en légère hausse, sont liés aux essais sur le laveur n°5 et au tonnage traité plus important.

Les coûts d'évacuation de refus sont significativement plus bas qu'en 2019 (4 292 K€ en 2020 contre 4 666 K€ en 2019 et 5 153 K€ en 2018). Il est constaté le nouveau coût de transport des refus vers les nouveaux exutoires de traitement sous contrat avec la Métropole de Montpellier (2 M€).

Les dépenses de GER (Gros Entretien et Renouvellement) s'élèvent à 2,6 M€, portant notamment sur le process d'affinage aval du stabilisat et du compost, l'entretien externe des digesteurs, et sur la révision complète d'un moteur de cogénération.

Les travaux d'amélioration du réseau biogaz et le déplacement des torchères ont été achevés fin 2020.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers, soit 126 176 € en 2020 (contre 92 555 € en 2019).

La publication du décret de 10 mars 2016 relatif à la prévention et à la gestion des déchets, interdit le mélange de biodéchets triés à la source avec d'autres déchets n'ayant pas fait l'objet d'un même tri, et modifie significativement la stratégie commerciale, devant permettre une augmentation du tonnage entrant.

La demande d'extension du périmètre de zone de chalandise avait été repoussée du fait de la publication du décret précité et de l'attente du futur plan régional de réduction et gestion des déchets. Le PRPGD Occitanie ayant été approuvé en toute fin d'année 2019, AMETYST a déposé une demande d'extension du périmètre de zone de chalandise en mars 2020.

IV) Conclusion et perspectives

La convention est limitée par le développement de la zone de chalandise selon l'arrêté préfectoral. Les recettes du délégataire sont contraintes, notamment en raison de l'exploitation limitée de l'usine au regard du décret du 10 mars 2016 relatif à la prévention et à la gestion des déchets, et de la loi Notre du 7 août 2015 sur le transfert de la compétence planification de la gestion des déchets des départements à la Région.

Enfin, dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « socle commun des MFSC - critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les Matières Fertilisantes et les Supports de Culture », une étude d'impact a été menée fin 2020 par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de lister et de quantifier les changements que pourraient induire la nouvelle réglementation sur la mise en marché et l'utilisation des MFSC.

Les prescriptions du projet de « socle commun des MFSC » ne permettraient plus aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'usine AMETYST et obligerait à leur stockage en ISDnD. Les perspectives d'application ne permettent pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits ; la seule alternative semble l'élimination.

Un audit externe portant sur une analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine AMETYST est à lancer sur 2022. Il s'agit d'estimer la capacité d'adaptation de l'usine AMETYST aux nouvelles orientations politiques en matière de déchets menées par la Métropole de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen de ce rapport du délégataire de service public au titre de l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211214-176203-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.